



Des soignant-es dénoncent les risques pour le GHM. La Ville de Grenoble et Grenoble Alpes Métropole sont à leurs côtés !

Par voie de communiqué de presse, les soignant-es de la Clinique Mutualiste ont exprimé aujourd'hui leur vive inquiétude quant à la situation de leur établissement et au risque que le groupe AVEC fait peser sur leurs conditions et leur outil de travail. Depuis trois ans, les organisations syndicales, les associations d'usager-es, la Ville de Grenoble et Grenoble Alpes Métropole alertent sur le danger que représente le groupe AVEC pour la Clinique Mutualiste. C'est aujourd'hui au tour des soignant-es de l'établissement d'alerter publiquement sur ce danger.

La Ville de Grenoble et Grenoble Alpes Métropole rappellent qu'il ne saurait être fait de confusion entre les professionnels du GHM, la qualité des soins qui y est prodiguée et l'aventure hasardeuse et délétère d'un groupe prédateur qui fragilise tant de structures dont il se rend gestionnaire. Les professionnels de santé du GHM font honneur à leur métier et à leur profession. Depuis la reprise par le groupe AVEC et alors que ces trois années ont été marquées par une série d'épreuves internes, jamais leurs efforts n'ont cessé pour garantir les meilleurs soins pour toutes et tous.

La Ville de Grenoble et Grenoble Alpes Métropole l'affirment donc ici très clairement : si nous demandons le retrait du groupe AVEC et condamnons ses modes de gestion et les ponctions qu'il opère sur un établissement si précieux pour notre territoire, nous soutenons sans relâche et sans faille les personnes qui travaillent au sein de cet établissement.

Le groupe AVEC est désormais totalement isolé, ne compte plus de soutien ni en interne, ni en externe et la situation de son Président rend la légitimité de ce groupe à gérer cet établissement réduite à néant. L'histoire du GHM n'est pas celle du groupe AVEC. L'histoire du GHM est celles des usager-es, des soignant-es. Il faut désormais se rendre à l'évidence, il est urgent de faire sans AVEC. Nous interpellons à nouveau la première ministre sur ce sujet : il est urgent de faire nommer un administrateur provisoire et d'engager la fin de cette funeste parenthèse pour notre territoire et le système de soin français.